



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

**Arrêté n° DDT-SGREB-GEMAPRIN 2020-05/1**

**Signé par**

**Guillaume BARRON, Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir**

**le 11 mai 2020**

**28 - Direction Départementale des Territoires - DDT  
Services de la Gestion des Risques, de l'Eau et de la Biodiversité  
Bureau GEMAPRIN**

portant autorisation environnementale au titre de l'article L.181-1 et suivants du Code de l'environnement concernant le prélèvement agricole dans les eaux souterraines par Madame Dos Reis Cabaret Marie Paule sur la commune de Cernay



PRÉFÈTE D'EURE ET LOIR

*Direction Départementale des Territoires  
d'Eure-et-Loir  
Service de la Gestion des Risques de l'Eau et de  
la Biodiversité  
Bureau GEMAPRIN*

## **ARRÊTÉ**

### **PORTANT AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE AU TITRE DE L'ARTICLE L.181-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT AGRICOLE DANS LES EAUX SOUTERRAINES PAR MADAME DOS REIS CABARET MARIE-PAULE SUR LA COMMUNE DE CERNAY**

**La Préfète d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.181-1 et suivants ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- VU le décret n° 2017-81 du 26/01/2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- VU le décret du 30 octobre 2019 nommant Mme Fadela BENRABIA, en qualité de Préfète d'Eure-et-Loir ;
- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin versant Loire-Bretagne, approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2015 ;
- VU le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Loir approuvé par arrêté inter-préfectoral du 25 septembre 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral N°27a/2020 en date du 30 mars 2020 accordant délégation de signature à Monsieur Guillaume BARRON, Directeur Départemental des Territoires d'Eure et Loir ;
- VU la demande présentée par Madame DOS REIS CABARET Marie-Paule en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour PRÉLÈVEMENT AGRICOLE CERNAY DOS REIS CABARET MARIE-PAULE ;
- VU l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 22 octobre 2019 ;
- VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée et de la demande de complément apportés ;
- VU l'étude d'incidence environnementale ;
- VU l'avis tacite de l'Agence Régionale de Santé ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 2 mai 2019 portant ouverture de l'enquête publique du 3 au 18 février 2020 ;

VU l'avis émis par le conseil municipal de la commune de CERNAY, dans le cadre de l'enquête publique, en date du 29 janvier 2020 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 20 février 2020 ;

VU l'envoi pour information de la note de présentation non technique et des conclusions motivées du commissaire enquêteur aux membres du CODERST en date du 12 mars 2020 ;

VU le courrier en date du 25 mars 2020 adressé au pétitionnaire pour observation sur le projet d'arrêté d'autorisation environnementale ;

VU l'absence d'observations émises par courrier en date du 4 avril 2020 de Madame DOS REIS CABARET Marie-Paule sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que « l'Installation, l'Ouvrage, les Travaux, l'Activité » faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre des articles L.181-1 et L.181-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'absence d'incidence au titre de Natura 2000 ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

**CONSIDÉRANT** que le projet est compatible avec les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire-Bretagne et n'est pas de nature à compromettre l'objectif d'atteinte du bon état écologique et chimique en 2027 pour la masse d'eau n° FRGG081 « Sables et grès du cénoomanien sarthois », sur laquelle il est situé ;

Sur proposition du Directeur Départemental d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **ARTICLE 1 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale**

Le pétitionnaire, Madame DOS REIS CABARET Marie-Paule, sis La Ferme des Meriziers 28 120 CERNAY, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, et est dénommée ci-après « le bénéficiaire ».

#### **ARTICLE 2 : Objet de l'autorisation**

La présente autorisation environnementale pour le prélèvement agricole dans les eaux souterraines par Madame DOS REIS CABARET Marie-Paule sur la commune de Cernay (PRÉLÈVEMENT AGRICOLE CERNAY DOS REIS CABARET MARIE-PAULE) tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du Code de l'environnement, d'autorisation au titre :

- de l'article L.214-3 du Code de l'environnement ;
- d'absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000.

#### **ARTICLE 3 : Localisation**

Les « Installations, Ouvrages, Travaux et Activités » concernés par l'autorisation environnementale sont situées sur la commune, parcelle et lieux dits suivants :

IOTA	Coordonnées Lambert RGF 93 (x, y, z)			Commune	Lieu-dit	Parcelle cadastrale (section et numéro)
PRÉLÈVEMENT AGRICOLE	568 304	6 810 390	184	Cernay	Les Meriziers	ZD 21b

Les « Installations, Ouvrages, Travaux et Activités » concernés par l'autorisation environnementale relèvent de la rubrique suivante, telle que définie au tableau mentionné à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
1.3.1.0	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu à l'article L214-9 du Code de l'environnement, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone ou des mesures permanentes de répartition quantitative instituée, notamment au titre de l'article L211-2 du Code de l'environnement, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m <sup>3</sup> /h (A) 2° Dans les autres cas (D)	Autorisation	Arrêté du 11 septembre 2003

#### **ARTICLE 4 : Caractéristiques**

Les caractéristiques des « Installations, Ouvrages, Travaux et Activités » sont les suivantes :

La parcelle ZD 21b est propriété de Madame DOS REIS CABARET Marie-Paule.

La nappe captée est la nappe des sables du cénomaniens, classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) dans ce périmètre.

Le volume maximum annuel autorisé pour Madame DOS REIS CABARET Marie Paule est de 122 700 m<sup>3</sup>/an au débit nominal de 120 m<sup>3</sup>/h.

## **TITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES**

#### **ARTICLE 5 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale et modification**

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 6 : Début et fin des travaux – Mise en service**

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors de la période autorisée sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées aux articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 7 : Caractère de l'autorisation – Durée de l'autorisation environnementale**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L.181-22 du Code de l'environnement.

L'autorisation est accordée pour une durée de dix ans à compter de la signature du présent arrêté.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'autorisation environnementale cesse de produire effet, si l'installation n'a pas été mise en service, si l'ouvrage n'a pas été construit, si les travaux n'ont pas été exécutés, si l'activité n'a pas été exercée dans un délai de dix ans à compter de la notification du présent arrêté.

La prorogation de l'arrêté portant autorisation environnementale unique peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance dans les conditions fixées par les articles L.181-15 et R.181-49 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8 : Déclaration des incidents ou accidents**

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.181-3 et L.181-4 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

#### **ARTICLE 9 : Cessation et remise en état des lieux**

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

#### **ARTICLE 10 : Accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents en charge de missions de contrôle au titre du Code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport permettant d'accéder à l'ouvrage.

### **TITRE III : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES RELATIVES A L'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **ARTICLE 11 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle**

Les dispositifs mis en place en exploitation sont les suivants :

- pose d'un compteur sur la conduite d'exhaure du forage pour suivre les volumes prélevés ;
- mesure occasionnelle du niveau d'eau en cours d'exploitation ;
- identification de l'ouvrage par apposition d'une plaque avec le numéro de référence préfectoral.

#### **ARTICLE 12 : Prescriptions générales relatives à certaines rubriques**

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

### **TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 13 : Publication et information des tiers**

En application de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- une copie de la présente autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet visé à l'article 3 ;
- un extrait de la présente autorisation, est affiché pendant une durée minimale d'un mois dans la commune d'implantation du projet visé à l'article 3. Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- la présente autorisation est adressée à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales consultées en application de l'article R.181-38 ;
- la présente autorisation est publiée au recueil des actes administratifs de l'État en Eure-et-Loir, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 14 : Voies et délais de recours**

I – Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent en application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité accomplie.

II – La présente autorisation peut faire l’objet d’un recours administratif de deux mois qui prolonge le délai de recours contentieux.

Le bénéficiaire de l’autorisation est tenu informé d’un tel recours.

III – Sans préjudice des délais et voies de recours mentionnés au I. et II, les tiers, peuvent déposer une réclamation auprès de l’autorité administrative compétente, à compter de la mise en service du projet mentionné à l’article 2, aux seules fins de contester l’insuffisance ou l’inadaptation des prescriptions définies dans la présente autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet présente pour le respect des intérêts mentionnés à l’article L.181-3 du Code de l’environnement.

L’autorité compétente dispose d’un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime que la réclamation est fondée, l’autorité compétente fixe des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l’article R.181-45 du Code de l’environnement.

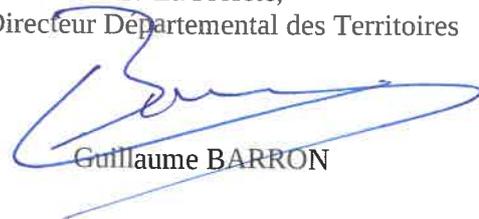
En cas de rejet implicite ou explicite, les intéressés disposent d’un délai de deux mois pour se pourvoir contre cette décision.

#### **ARTICLE 15 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d’Eure-et-Loir, Madame le Maire de la commune de Cernay, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires d’Eure-et-Loir, Monsieur le Chef du service départemental de l’Office Français de la Biodiversité d’Eure-et-Loir, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture d’Eure-et-Loir.

À Chartres, le 11 mai 2020

P/ La Préfète,  
Le Directeur Départemental des Territoires

A blue ink signature of Guillaume BARRON, consisting of a stylized first name and a more formal last name.

Guillaume BARRON